

Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida : Rapport pays 2020-2021

Equipe conjointe : UNHCR, UNICEF, UNDP, UNFPA, UNODC, OMS, ONUSIDA et OIM.

L'Équipe conjointe des Nations Unies a renforcé les efforts du pays pour améliorer les services de prévention et de traitement du VIH pour les populations clés et vulnérables, y compris les personnes vivant avec le VIH, les migrants et les réfugiés. Des progrès ont été réalisés dans l'amélioration de l'accès à la prévention combinée du VIH, y compris les services de prophylaxie pré-exposition (PrEP) et les programmes de réduction des risques pour les consommateurs de drogues injectables, ainsi que dans la transition des personnes vivant avec le VIH vers un nouveau traitement antirétroviral de première intention. Les efforts visant à mobiliser des ressources financières pour les programmes de lutte contre le VIH dirigés par des organisations non gouvernementales et la mise en œuvre de la sensibilisation communautaire pour promouvoir l'utilisation des services liés au VIH et à la COVID-19 ont également été des domaines clés de soutien en 2020-2021.

Dépistage, traitement et élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (ETME)

Un soutien a été fourni par l'équipe conjointe pour l'actualisation du guide national de traitement du VIH avec l'intégration de la combinaison dolutégravir (DTG) comme traitement de première intention et permettre ainsi à 80% des PVVIH d'accéder à cette combinaison et, pour la première fois, la prophylaxie pré-exposition (PrEP) pour les couples sérodiscordants, les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes et les travailleuses du sexe.

De nombreuses actions de plaidoyer avec le Ministère de la Santé et le Medicines Patent Pool's (MPP) ont permis l'achat en décembre 2021 du Dolutégravir (DTG), conformément à licence volontaire de MPP et ViiV Healthcare et la réduction de 20% de la facture d'ART.

Une étude sur la faisabilité pour l'implémentation de l'autotest du VIH a montré que 70% des intervenants communautaires étaient favorables à sa mise en œuvre, cependant seulement 40% des agents de santé ont approuvé cette approche ce qui nécessite de développer des activités supplémentaires pour leur mobilisation et assurer l'intégration de l'autotest dans l'algorithme national.

Compte tenu de la faible couverture (34%) des femmes enceintes vivant avec le VIH qui ont reçu des médicaments antirétroviraux pour réduire le risque de transmission verticale du VIH, l'équipe conjointe a coordonné avec le ministère de la Santé pour l'élaboration de la nouvelle stratégie ETME qui tiendra compte la dernière évaluation de 2019 et a convenu de lancer ce processus en 2022.

Prévention du VIH chez les jeunes et les populations clés

Afin d'assurer la continuité des services de prévention combinée du VIH auprès des populations clés et vulnérables « migrants, réfugiés et demandeurs d'asile » (PCV), l'équipe conjointe a fourni un soutien y compris la mobilisation de ressources additionnelles à 5 OSCs et à 300 agents de santé communautaires pour fournir des services de prévention, de traitement et de soins liés au VIH, COVID-19 et santé reproductive (communication pour le changement de comportement, lutte contre la discrimination et la stigmatisation, prévention de l'exploitation sexuelle, échange de seringues, préservatifs, masques, gel

hydroalcoolique, dépistage du VIH et du COVID, vaccination de COVID) à plus de 15000 (HSH, CDI, PS, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile) dans 10 villes du pays.

Un appui a également été fourni au Ministère de la Santé pour concevoir et produire trois spots radio / TV sur les services intégrés de SSR et de planification familiale, y compris la PTME. Les spots ont été largement diffusés pendant quatre mois, et ont été suivis d'une campagne de sensibilisation à la télévision, impliquant des experts en SSR, planification familiale et VIH dans des tables rondes. Ces campagnes ont touché un large public, y compris les jeunes.

Une coordination étroite avec le ministère de la Santé et les OSC, a permis le lancement du dépistage communautaire dans 10 villes pendant la pandémie de COVID, ce qui a contribué l'augmentation du taux de dépistage du VIH parmi les PCV de 50% en 2020 à 88% en 2021. La couverture des programmes de prévention du VIH des PCV a aussi augmenté de 40% (50% en 2020 vs 90% en 2021).

Une enquête par sondage en ligne, pour l'analyse des connaissances en santé sexuelle et reproductive incluant les IST/VIH/sida, des agents de santé communautaire (ASC) auprès des jeunes, ainsi que l'identification de leurs besoins en matière d'information pour la sensibilisation sur la prévention et le dépistage des IST/VIH/SIDA a été réalisée qui a permis l'élaboration d'un guide de formation des formateurs pour le renforcement des capacités des ASC et des supports communication sur le comportement sain, la prévention et le dépistage des IST/VIH.

Investissement et efficacité

Quatre OSC ont été accompagnées pour élaborer une demande de financement à l'Initiative d'Expertise France, relative au renforcement et à l'extension du programme de prévention combinée du VIH financé par la subvention du Fonds mondial, qui n'a malheureusement pas abouti. D'autres discussions ont été organisées en 2021 avec Expertise France, le Fonds mondial et le CCM pour coordonner la fourniture de l'appui technique aux OSC pour assurer la continuité du programme.

L'équipe conjointe à appuyer 5 OSC pour la mobilisation de 100 000\$ dans le cadre de l'initiative PACT - CDC Africa et ONUSIDA, visant le renforcement et la continuité des ripostes VIH et COVID19 a permis la mobilisation de 168 ASC pour fournir des services VIH et COVID pour les PVVIH et les PCV au niveau de 12 villes du pays.

Pour aider à renforcer et à soutenir une riposte durable au VIH, y compris la transition du Fonds mondial vers un financement national, un appui a été fourni pour élaborer les directives sur les contrats sociaux afin de renforcer les partenariats entre le gouvernement et les OSC dans le cadre de la mise en œuvre de la riposte communautaire inscrite comme priorité du Plan National Stratégique.

La stratégie Nationale des droits humains et du VIH a été élaborée et validée par les parties prenantes de la riposte nationale. Ce document renforcera l'engagement du pays à atteindre zéro discrimination et l'objectif mettre fin au SIDA d'ici à 2030.

Contribution à la réponse COVID-19

L'équipe conjointe a répondu à la pandémie et à ses impacts négatifs sur la réponse au VIH et à la SSR :

En soutenant une étude d'impact nationale de COVID-19 sur les services de santé reproductive et la planification familiale, y compris les services de VIH pour les femmes en âge de procréer et les femmes enceintes.

En appuyant l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet qui vise à accélérer et élargir l'accès des PVVIH, des populations clés et vulnérables à des services de qualité liés au VIH et COVID-19 y compris le dépistage et la vaccination du COVID-19 et la réduction de l'impact socioéconomique sur les PVVIH par un engagement communautaire et institutionnel durable dans 15 régions du pays (Est, Centre, Ouest et Sud).

En fournissant des équipements de protection individuelle (EPI) et du gel hydroalcoolique pour protéger les 168 agents de santé communautaires et 15 000 PVVIH et PCV au titre de la mise en œuvre des programmes de prévention.

Contribution à l'agenda intégré des ODD

Dans le cadre de l'élaboration du Bilan commun de pays (CCA) en 2020 dont les conclusions ont été utilisées pour l'élaboration du cadre de coopération pour le développement durable (UNSDCF), l'équipe pays des Nations Unies a collaboré avec les centres de recherche et les parties prenantes nationales y compris les OSC et les PCV pour s'assurer que les besoins des populations laissées pour compte dont les PVVIH, les femmes, les populations clés, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asiles soient pris en considération dans le cadre des politiques et programmes nationaux.

L'approche basée sur la fourniture des services différenciés auprès des populations clés et vulnérables en matière de riposte au VIH est un modèle pour lutter contre les normes sociales et culturelles qui renforcent la discrimination, les inégalités et les violences basées sur le genre et contribuer ainsi à l'atteinte de l'objectif mettre fin au sida dans le cadre des ODD.

Pour soutenir les droits, l'égalité et la justice comme recommandé dans la stratégie mondiale du SIDA (2021-2026), l'équipe conjointe a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Santé pour développer une stratégie nationale sur les droits humains et le VIH (2022-2026) avec un lien spécifique aux inégalités liées au genre.

Défis

La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur la mise en œuvre du programme de prévention combinée du auprès les populations clés et vulnérables ainsi que l'accès aux soins et au traitement du VIH. Cette situation a retardé la réalisation de plusieurs activités dont la stratégie ETME, ajouté à cela un changement fréquent des priorités de la riposte au SIDA par les autorités nationales.

En raison du retard dans la mise en œuvre du programme de traitement de substitution aux opiacés (TSO), l'accès à un ensemble complet de services de réduction des risques, pour les personnes qui s'injectent des drogues est actuellement limité.

Les données relatives à l'accès des prisonniers aux services de soins de santé primaires, y compris services du VIH ne sont pas communiquées par le ministère de la Justice au comité national SIDA, ce qui ne permet pas l'identification les domaines d'appui technique pour le renforcement de ces services.

La pérennité des interventions et des services de prévention combinée du VIH menés par les OSC parmi les populations clés et vulnérables est menacée, en raison d'un financement insuffisant et d'un manque de capacité à mobiliser davantage de ressources.

Durant la pandémie du COVID19 et particulièrement dans le cadre de la mise en œuvre des activités liés à la continuité des services du VIH, les bénéficiaires des services à savoir les populations clés et les PVVIH ont rapporté une augmentation importante de situations de stigmatisation et de discrimination.

Leçons apprises :

Le rôle des OSC a été prépondérant pour assurer la continuité des services VIH durant la pandémie du COVID19 particulièrement le transport des patients aux centres de traitement, l'acheminement des médicaments ARV, l'appui économique aux PVVIH les plus vulnérables en particulier les femmes impactées par le confinement, et la fourniture des services de prévention du VIH et du COVID y compris le dépistage et la vaccination du COVID-19 au profit des PVVIH et des populations clés et vulnérables. Ces réalisations ont été soutenue tout au long de cette période par l'équipe conjointe en fournissant l'appui technique et financier aux OSC, en œuvrant pour la mobilisation des ressources financières additionnelles dans le cadre d'une approche inclusive basée sur le plaidoyer et l'engagement des autorités nationales.

Actions clés futures :

Plaidoyer pour la continuité des programmes de prévention combinées du VIH y compris la santé reproductive et la lutte contre toute forme de stigmatisation et discrimination et les violences basées sur le genre auprès des populations clés et vulnérables incluant les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Soutenir la mise en œuvre de la stratégie du dépistage du VIH en particulier les interventions innovantes comme le dépistage mobile et le dépistage communautaire.

Appui à l'extension du programme de traitement de substitution aux opioïdes auprès des consommateurs des drogues injectables

Appui à l'élaboration de la stratégie nationale de l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant

Appui à l'opérationnalisation du dispositif des contrats sociaux avec les OSCs en charge de l'implémentation du programme de la prévention combinée du VIH.

Soutenir l'autonomisation des communautés pour assurer leur leadership et leur engagement pour répondre aux besoins des PVVIH, des populations clés et vulnérables en matière de plaidoyer et de mobilisation des ressources.

Fournir un appui technique pour améliorer la compréhension et la sensibilisation aux approches de transformation du genre et les croisements du VIH et de la violence faite aux femmes et aux filles pour soutenir une plus grande intégration de ces questions dans les programmes.

Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale des droits humains et le VIH.